

ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2025-357

**RÈGLEMENTATION PERMANENTE DE LA CIRCULATION
ET DU STATIONNEMENT AU DROIT DES CHANTIERS MOBILES
DE MAINTENANCE DU RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC COMMUNAL**

Le Maire de la Commune de Jonquieres Saint Vincent,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2113-1, L 3221-3 et L 3221-4, R 2131-1,

Vu le Code de la Route, et notamment les articles L 411-1 et R 411-5, R 411-21-1, R 417-10, R 411-25, R 412-28, L 325-1, L 325-2 et L 325-3 ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5 ;

Vu l'arrêté interministériel du 11 février 2008 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

Considérant que les travaux d'urgences sur les voies relevant de la police du maire, tels que les branchements d'eau potable, d'assainissement, de gaz, d'électricité, d'éclairage public et de téléphone, les entretiens de voirie, les interventions de toutes natures, nécessitent certaines restrictions temporaires de circulation au droit du chantier ;

Considérant qu'il est nécessaire d'établir un arrêté de réglementation de la circulation pour chaque intervention, mais qu'il y a lieu de simplifier la procédure administrative dans le cadre de chantiers mobiles non programmés et d'intervention d'urgences ;

Considérant que, par mesure de sécurité, il y a lieu d'interdire le stationnement et de réglementer la circulation des véhicules au droit des chantiers ;

Considérant la demande présentée le 15 Décembre 2025 par l'entreprise BOUYGUES Énergies et Services, sise 233 Avenue Clément ADER, à MARGUERITTES (30320), ci-après désignée « le pétitionnaire », agissant pour le compte de la Communauté de Communes Beaucaire Terre d'Argence dans le cadre de sa compétence de gestion et de maintenance du réseau d'éclairage public ;

ARRETE

Article 1 :

Du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026, sur l'ensemble des voies communales, chemins ruraux et voies privées ouvertes à la circulation publique, situés sur le territoire de la commune, ainsi que sur les sections de routes départementales en agglomération, les dispositions ci-après pourront être appliquées afin de permettre les travaux nécessitant une modification du comportement des usagers de la route :

- Limitation de vitesse à 50km/h ou à 30km/h
- Alternat de circulation réglé par panneaux fixes, feux tricolores ou piquets, conformes à la réglementation
- Interdiction de dépasser dans l'emprise du chantier et en approche de celui-ci
- Interdiction de stationner dans l'emprise du chantier et en approche de celui-ci

Toutes autres restrictions devront faire l'objet d'un arrêté particulier.

Article 2 :

Le présent arrêté ne s'applique qu'aux travaux de maintenance du réseau d'éclairage public exécutés par le pétitionnaire dans le cadre de chantiers mobiles non programmés et des interventions d'urgence.

Article 3 :

Les restrictions de circulation seront annoncées aux usagers par une signalisation verticale implantée de part et d'autre de la zone concernée. Cette signalisation devra être occultée pendant les périodes où aucune restriction ne persiste, et éclairée la nuit dans le cas contraire.

Article 4 :

Le pétitionnaire a la charge de la signalisation temporaire du chantier sur le domaine public, qui doit être conforme aux dispositions réglementaires en vigueur.

Il est responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation.

Article 5 :

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Madame la Commandante de la communauté de brigades de gendarmerie de Bouillargues/Bellegarde, Madame la Directrice Générale des Services de la Commune, et tous les personnels placés sous leurs ordres sont chargés, chacun ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié sous forme électronique sur le site de la Commune (<https://jonquieres-st-vincent.com>) et dont ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Préfet du Gard
- Madame la Directrice Générale des Services de la Commune
- Madame la Commandante de la Communauté de brigades de Gendarmerie nationale de Bouillargues / Bellegarde
- Le pétitionnaire

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou être déféré dans les mêmes conditions de délai devant le Tribunal Administratif de Nîmes. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télerecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr »

Fait à Jonquieres Saint Vincent, le 15 décembre 2025
Le Maire, Jean-Marie FOURNIER

